

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

# Le quotidien du peuple

JEUDI  
19  
FÉVRIER  
1976

N° 115  
1,50 F  
Belgique : 15 F  
Commission paritaire n° 56 942

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

## SOMMAIRE

- Chantilly : Séverine -2 ans-, Sandrine -4 ans-... mortes de froid. -p.5-
- La vie du journal -p.6-
- Les Tutelles ou «Comment on t'enfoncé un peu plus quand t'es dans la misère». -p.7-
- Le Shah d'Iran est en difficulté -p.8-
- La pollution en Méditerranée -p.3-
- LIP : Après la démission de Neuschwander -p.4-
- A Fougères aussi : «Travailler et vivre au pays» -p.4-

## CHINE

### LE PEUPLE SE MOBILISE POUR LA DICTATURE DU PROLETARIAT

Désordre incontrôlable, lutte de cliques pour le contrôle du pouvoir, telle est l'image que la plupart des commentateurs tentent aujourd'hui de donner des derniers événements en Chine. Point de vue qui vient renforcer une question maintes fois posée. Une fois la révolution accomplie, quelle garantie existe que de nouveaux exploiters ne viendront pas remplacer les anciens ? Interrogation légitime, suscitée par l'expérience de la dégénérescence du P«C»F, par l'exemple négatif que donne aujourd'hui l'Union Soviétique après le

rétablissement du capitalisme.

Voici, effectivement, dix ans, que de grandes tempêtes traversent la Chine Populaire : depuis que le parti communiste et le peuple chinois déclenchaient la grande révolution culturelle prolétarienne. Dès cette époque, Mao Tsé Toung indiquait que plusieurs révolutions semblables seraient nécessaires. En effet, la question qu'il s'agit de résoudre est bien celle-là même que se posent les travailleurs de notre pays quand ils s'interrogent sur l'avenir du socialisme.

secteur décisif : celui de la politique, celui de l'exercice par une classe ou une autre, le prolétariat ou la bourgeoisie, du pouvoir d'Etat. Maintenir, renforcer la dictature du prolétariat, ou laisser se rétablir celle de la bourgeoisie. Poursuivre sur la voie du socialisme, ou admettre le rétablissement du capitalisme, voilà le nœud du problème.

Pour le résoudre, nos camarades chinois ont mis à jour quel est le levier fondamental : le recours systématique au débat des masses, leur intervention décisive dans les affaires de l'Etat sous la direction du Parti Communiste. Depuis 1966, chaque tentative pour faire tourner en arrière la roue de l'histoire, pour rétablir en Chine le régime capitaliste, s'est de la sorte soldée par un échec.

Oui, quand la classe ouvrière, quand le peuple, ont pris le pouvoir, le danger de restauration du capitalisme subsiste. Oui, bien des traits de l'ancienne société d'exploitation persistent encore dans la nouvelle, et il faudra des années pour les éliminer. La lutte se mène dans les domaines les plus variés : celui de l'enseignement, de la culture, des journaux, mais aussi dans la façon de gérer les entreprises, de déterminer l'organisation de la production et la répartition des fruits du travail.

Et, toujours, elle en vient à se poser dans le

Une nouvelle fois, la question est posée. Une nouvelle fois, le Parti Communiste, sa direction, la mettent ouvertement entre les mains du peuple. Cette lutte permanente, ce désordre apparent, sont en réalité les conditions du maintien et du renforcement de l'unité du peuple, de l'ordre socialiste.

Jean LERMET

## LES PECHEURS DE MARSEILLE BOUCHENT LE PORT



Depuis hier, les pêcheurs de Marseille barrent les passes du port. Six cargos n'ont pu rejoindre leur poste d'amarrage, et sont restés en rade. Les pêcheurs manifestent ainsi leur colère, au moment où doit se tenir à Paris, une réunion au Comité Central des Pêches. Ce qui les inquiète plus que tout, c'est l'écoulement des sardines, et les hausses de carburant.

## LYON

### APRES LES NOUVELLES PERQUISITIONS ET ARRESTATIONS UN MILITANT INTERROGÉ TEMOIGNE

«La question de l'armée n'est encore qu'un prétexte, aujourd'hui, c'est l'activité des militants révolutionnaires chez les travailleurs qui est visée»

Voir page 5

Le crime du petit  
Philippe BERTRAND

### UN CRIME ODIEUX UN PRETEXTE A UNE CAMPAGNE REACTIONNAIRE

Voir page 3

# QUESTIONS SYNDICALES

## OU VA LA CFDT ? -2-



### AUTOGESTION OU REVOLUTION ?

• Le prochain Congrès va placer la CFDT devant des choix cruciaux : sur la nature du «socialisme» que la direction confédérale actuelle a en tête, sur les moyens d'y parvenir, sur les alliances à tracer pour cela... Pour s'orienter plus aisément dans la préparation du 37<sup>e</sup> Congrès d'Annecy, il faut savoir que le document confédéral s'organise autour des thèmes suivants : *La crise, La «transition au socialisme», «l'union des forces populaires», La pratique syndicale, L'action internationale de la CFDT...*

(On trouvera l'essentiel des textes de référence CFDT dans *Syndicalisme hebdo* du 2/5/74, du 22/1/76 et du 12/2/76 et dans la brochure CFDT : *Textes de base* éditée par Montholon Services).

• C'est la partie portant sur la stratégie proposée par le Bureau National à la CFDT que nous abordons aujourd'hui...

En un tour de main, la direction actuelle de la CFDT expédie les graves divergences qui avaient traversé ses rangs au moment des présidentielles de 74 puis de l'opération des Assises et enterre les interrogations pressantes reflétées au 36<sup>e</sup> Congrès par des Fédérations comme HA.CUI.TEX ou la SANTÉ sur le contenu du «passage au socialisme» préconisé alors : la stratégie CFDT est «pour l'essentiel» déjà définie par «divers débats», dont on se garde bien d'exposer les termes ni les conditions, et pour cause ! Ces discussions ne sont guère descendues au-delà du Conseil National et des Unions Régionales ou Fédérations...

#### LES QUESTIONS ESSENTIELLES... ESCAMOTÉES !

Pourtant, ce n'est pas une mince affaire que les tours de passe-passe des réformistes dans la Confédération pour arriver à évacuer les questions sur les classes et l'Etat !

• La contradiction principale en France (qui oppose la classe bourgeoise exploitée, dans son ensemble, à la classe exploitée, la seule révolu-

tionnaire jusqu'au bout, le prolétariat) devient entre les mains des partisans de Maire, une vraie dentelle ! La classe ouvrière est diluée dans un ensemble informe de gens «exploités, dominés, aliénés» qui «contestent le système»... Le résultat ? C'est la négation constante du rôle dirigeant du prolétariat, et une grande attention pour... «la mise à l'action des ingénieurs et cadres», dont la part serait grande



dans cette sorte de «socialisme» que mijotent les dirigeants confédéraux sortants.

La nature de l'Etat, son rôle : voilà de grands absents de l'analyse «originale» de l'équipe de Maire, Chêrèque et compagnie ! Pour la social-démocratie dans les rangs CFDT, il ne s'agit que de «transformer

*l'Etat actuel dans sa forme centralisée et sa fonction répressive, par la décentralisation des pouvoirs politiques et l'extension des libertés». Et en fin de compte les voilà bien près de la «démocratisation de l'Etat» du P«C»F !*

#### QU'APPORTERAIT L'«AUTOGESTION» ?

- Une «réorganisation démocratique» de la police, la justice et l'école, laissant intacts les instruments du pouvoir de classe de la bourgeoisie...

- Un «pouvoir réel des Conseils Régionaux élus» que ne désavouerait pas Servan-Schreiber...

- Une «Planification démocratique» destinée essentiellement à «une répartition plus égalitaire des revenus», sans plus...

- de «nouveaux rapports sociaux à l'entreprise», limités en fait à une «extension du pouvoir syndical» et une modification des «discriminations» crian-

tes, résultant de la hiérarchie...

Un lent processus d'«extension du contrôle des travailleurs» (en fait, plus largement : des «salariés») par le biais d'«une répartition des pouvoirs» entre les «échelons de planification et les travailleurs concernés», sans que soit jamais dit où commence le «morceau»



de pouvoir généreusement octroyé dans ce projet et à quoi s'appliquerait-il ?

Beau cadeau en vérité pour la classe ouvrière !

#### LA «CONVERGENCE» QU'ON NOUS PRÉPARE :

En fait derrière le refus d'une «concentration, même momentanée, des pouvoirs entre les mains de l'Etat», c'est la crainte de voir la classe ouvrière pratiquer la démocratie prolétarienne, sa dictature de classe, comme en Chine et en Albanie, et «exercer sa direction en tout» dans une société réellement socialiste !

Au-delà de la querelle sur la «forme centralisée» ou non que devrait revêtir leur pouvoir, Maire et Marchais (et les alliés du P«C»F dans la CFDT que représentent les gens du CERES) sont d'accord pour condamner la dictature du prolétariat.

Ce qu'ils recherchent, c'est à mettre la mobilisation des masses au service de leurs projets politiques. En l'occurrence, la social-démocratie dans la CFDT cherche à atteindre son but grâce au visage, apparemment souriant, formellement «démocratique», de l'autogestion.

Par ces «nouvelles formes de pouvoir» que préconisent les réformistes seront soigneusement bridées par une «relation dynamique entre l'action gouvernementale et l'action de masse», évitant entre la gauche (qui occuperait le «pouvoir central») et les travailleurs une «opposition destructrice» car sinon, cela mettrait à mal cette gestion de l'Etat bourgeois, à laquelle la social-démocratie espère voir les travailleurs faire la courte-échelle !

#### DES DECISIONS LIMITEES

C'est tout ce que pourrait prendre la classe ouvrière, de toute façon. C'est ce qu'indique clairement le chapitre de l'Avant-Projet, sur la Conception de la Transition qu'a le Bureau National

#### DES OBJECTIFS «SIGNIFICATIFS» DE TRANSFORMATION «CONDUISANT AU SOCIALISME AUTOGESTIONNAIRE» ?

«Pris globalement, les objectifs de transformation ne peuvent être atteints qu'à deux conditions indissociables : la maîtrise du pouvoir politique par les forces socialistes et la mobilisation de masse pour garantir et effectuer leur mise en œuvre concrète. (...)

(extrait du Rapport du Conseil National CFDT du 19 avril 1974).

Maire et consorts envisagent tout juste un «processus d'appropriation progressive du pouvoir de décision» par les travailleurs, et encore, ! avec «plusieurs phases» pacifiques, graduelles, au terme desquelles pendant un temps indéterminé «deux pouvoirs coexistent, l'un réel... mais sur des décisions limitées» et l'autre qui «ne sera pas immédiatement accessible». Tandis que pour les forces réactionnaires, les «atouts du système capitaliste» (... classique !) conserveront leur prérogative et «toutes les libertés individuelles et collectives» qui leur permettraient de fomenter un quelconque nouveau Chili.

#### UNE VOIE BOURGEOISE TOURNANT LE DOS AU SOCIALISME

Telle apparaît en définitive cette transition, dont

on nous dit qu'elle combinerait l'action de masse et «la sanction du suffrage universel». Aussi, les syndiqués n'ont rien de bon à attendre de cette «issue autogestionnaire», bien au contraire : de nombreux textes d'organisations régionales CFDT aux mains du PS ou du CERES (Rhône-Alpes, Lorraine...) attestent que les réformistes caressent le projet de subordonner l'adhésion à la Confédération - à l'adoption de cette orientation, rompant ainsi avec la fonction d'organisation de masse et de classe que devrait assumer le syndicat !

Pour que la CFDT soit l'arme de tous les syndiqués, un outil de leur émancipation, il faut faire échec à l'orientation du Bureau National, imposer la voie de la lutte de classe dans le syndicat !

Stéphane RAYNAL

### La stratégie de la direction confédérale CFDT

(EXTRAITS DU CHAPITRE II DE L'AVANT PROJET DE RÉSOLUTION GÉNÉRALE)

Article 1 : Les orientations adoptées dans les 35<sup>e</sup> et 36<sup>e</sup> congrès, et le texte «Pour un socialisme démocratique», ont formulé pour l'essentiel la stratégie de la CFDT. Elle a été précisée également à l'occasion de divers débats (...)

Article 6 : Cette société est marquée structurellement par la lutte de classes entre tenants du système et ceux qui, exploités, dominés, aliénés, le contestent et ont intérêt à la construction du socialisme.

Article 19 : Cette orientation ne saurait se concilier, ni avec la conception de l'avant-garde éclairée qui prétend diriger les luttes ouvrières, ni avec les pratiques de minori-

tés manipulatoires ou l'action putchiste. (...)

Article 31 : Il n'y a pas lieu d'opposer voie électorale et mobilisation populaire (...)

Article 35 : L'appropriation progressive du pouvoir de décision par les travailleurs et les citoyens est une condition essentielle de la viabilité d'une alternative démocratique réalisant une relation dynamique entre l'action gouvernementale et l'action de masse. (...)

Article 40 : Ainsi coexistent, pendant un temps, un pouvoir réel des travailleurs sur des décisions encore limitées et un contrôle des travailleurs dans les domaines où le pouvoir de décision ne

sera pas immédiatement accessible. Le processus de socialisation généralisera le passage du contrôle au pouvoir de décision.

Article 41 : Ces nouvelles formes de pouvoir enrichiront le processus de transformation sociale, à condition que leur confrontation avec le pouvoir central ne tourne pas à une opposition destructrice mais conduise à une contribution positive. (...)

Article 43 : Dans cette phase, les libertés individuelles et collectives doivent être garanties et élargies. Toute restriction, même temporaire, en ce domaine, finit toujours par dénaturer un processus de transformation sociale.

### «La transition vers le socialisme»

(SELON LA DIRECTION CONFÉDÉRALE CFDT)

«La CFDT, qui s'est déjà prononcée pour la socialisation des moyens de production et d'échanges, en particulier des secteurs clés, avait précisé les objectifs immédiats que devrait réaliser un pouvoir décidé à construire un socialisme démocratique. Ces objectifs devraient assurer :

La mise en place de la gestion par les intérêts aux niveaux, tant dans les institutions sociales qu'aux différents niveaux décentralisés des secteurs en propriété sociale.

La socialisation des grands moyens de culture, de formation et d'information

La décentralisation réelle des pouvoirs économique et politique

L'extension immédiate et généralisée des droits accroissant le pouvoir des travailleurs et leur capacité collective d'initiative et de décision.

L'évolution des structures hiérarchiques actuelles par de nouveaux modes d'organisation qui feraient progresser vers l'autogestion.

(extrait des Textes de base CFDT «déclaration sur les problèmes politiques»)

# INFORMATIONS GENERALES

Le crime du petit Philippe BERTRAND

## • UN CRIME ODIEUX

## • UN PRETEXTE A UNE CAMPAGNE REACTIONNAIRE

C'est par une horrible découverte que dix-neuf jours d'angoisse se sont terminés. Philippe Bertrand a été retrouvé, étranglé, dans la chambre d'hôtel du suspect numéro 1, Patrick Henry, son assassin. Patrick Henry a agi, semble-t-il, avec un sang froid et un cynisme monstrueux. Mais la police et la «grande presse» n'ont certainement pas eu, dans cette affaire, une attitude permettant de retrouver Philippe vivant, au contraire, ils l'ont exploitée à leur profit, c'est ce que montre le film des événements.

Ainsi, encore une fois, c'est le même scénario qui se répète : un crime crapuleux, dont les circonstances atténuantes apparaissent quasiment nulles, suscite la réprobation générale dans les masses : dans le même temps, il est le prétexte d'une campagne de presse, qui ignore évidemment les origines mêmes du développement du crime dans la société capitaliste, et qui réclame à cor et à cri le renforcement des effectifs de police pour réprimer cette criminalité. On cherche ainsi toujours à enfermer les travailleurs dans l'alternative : ou tolérer le développement de la criminalité, ou accepter le renforcement des effectifs de police, lesquels évidemment, les travailleurs le savent d'expérience, seront avant tout utilisés contre les luttes et les mouvements populaires. Alternative que les travailleurs doivent refuser. Ce n'est qu'en régime socialiste que pourront être éliminés progressivement les fondements de la délinquance, et qu'on pourra adopter, face à la criminalité, une politique de fermeté alliée à une politique de rééducation.

Vendredi 30 janvier, Philippe Bertrand, sept ans est enlevé à midi à la sortie de l'école de Pont-Sainte-Marie, près de Troyes. Quarante cinq minutes plus tard, le téléphone sonne chez les Bertrand, le ravisseur réclame une rançon d'un million de francs. Monsieur Bertrand fait durer la conversation pour permettre la localisation de l'appel téléphonique. La cabine d'où émane l'appel est localisée, mais l'arrivée de l'estafette de police, sirène en action fait fuir le ravisseur. Le bon sens le plus élémentaire recommandait la plus grande discrétion. Il faut croire que ces policiers en étaient démunis, ou bien qu'ils étaient pressés d'arriver avant un service de police concurrent. Cette grossière erreur a été lourde de conséquences, peut-être même fa-

taile : Patrick Henry a peut-être assassiné Philippe; à la suite de cette alerte.

Samedi 31 janvier, la décision est prise par le préfet de révéler l'affaire à la presse pour forcer le ravisseur à se dévoiler. Mais pendant plusieurs jours, celui-ci ne donne aucune nouvelle, malgré plusieurs appels des parents de Philippe.

Mardi 10 février. Par l'intermédiaire du curé d'une paroisse voisine, le ravisseur fait parvenir un message aux parents de Philippe. Le père se rend à l'endroit indiqué et y dépose la rançon, personne ne vient la récupérer. La presse et la police étaient au courant, les voitures de police sillonnaient les parages : leur présence a empêché le ravisseur de prendre la rançon, et peut-être si Philippe était encore en vie empêchait un dénouement heureux.

C'est à cette occasion que le suspect numéro un, Patrick Henry, est repéré et emmené au commissariat pour interrogatoire, il est relâché le vendredi 13 février.

La presse révèle qu'il est pris en filature, ainsi il est prévenu.

Mardi 17. Le corps de Philippe est découvert dans la chambre d'une pension de famille louée sous un faux nom par Patrick Henry.

Après avoir qualifié l'action de «bien menée» par la police, le ministère de l'intérieur, n'hésite pas à réclamer de nouveau plus de moyens pour combattre la criminalité ! De tels moyens, inopérants pour détruire la criminalité la plus odieuse secrétée par le système capitaliste, seront, n'en doutons pas, mis au service de la politique répressive des luttes populaires.

### DANS LA PRESSE...

Dès l'annonce de la nouvelle, les moyens de propagande de la bourgeoisie se sont emparés de ce crime pour l'exploiter et développer les idées répressives. Le «Parisien Libéré» écrit notamment «Philippe serait-il en vie si la police avait eu les mains libres et si la garde à vue (limitée à 48 h) avait pu être prolongée lors du premier interrogatoire du ravisseur présumé ? N'a-t-il pas été libéré que pour supprimer l'enfant...»

Sans commentaires...

### Dans une ANPE parisienne...

Profiter qu'un enfant vous connaisse, pour l'amener, réclamer de l'argent ensuite contre sa liberté et finalement l'étrangler, il n'y a pas de crimes plus crapuleux. Mardi matin, beaucoup d'entre nous ont été saisis par l'atrocité du geste ; l'atrocité du geste et le cynisme de l'assassin, Patrick Henry. Quand on se rappelle qu'à la radio, il demandait la peine de mort en cas de rapt d'enfants, nous avons pensé immédiatement : «Patrick Henry a rendu la sentence qu'il mérite...»

C'est ce que disait cette mère de famille que j'ai rencontrée au bureau de l'ANPE de son quartier. Et d'ajouter : «Dans l'affaire, la flicaille est responsable si le gars a tué le gosse, c'est parce qu'il a eu peur. Les flics donnaient des renseignements à tous les journaux, il se sentait cerné. Il avait déjà comme raison de tuer les risques d'une identification que l'enfant pouvait faire ; mais au lieu de chercher un compromis, de traiter de manière habile, les flics n'ont fait qu'accroître la publicité autour de l'affaire et multiplier les erreurs». C'est un fait ! Que dire de l'arrivée tonitruante des voitures de police lorsque la cabine téléphonique d'où le ravisseur opératif a été localisée. Et il en va de même pour la remise de la rançon... annoncée par la radio !

Cette mère de famille a raison lorsqu'elle pense que «les flics veulent surtout du sensationnel...», et dans le bureau de chômage les jeunes sont unanimes sur ce point. «Je pense qu'il faut trouver les moyens de faire cesser ces crimes, mais vrai-



ment la façon dont certains journaux accusent la «jeunesse décadente» est écœurante... il y a eu déjà d'autres sadiques et de la racaille mais que je sache, la jeunesse ce n'est pas ça...» nous disait l'un d'eux. «C'est pour cela qu'il faut être exemplaire, il faut stopper cette criminalité, et moi je ne vois qu'une chose : la peine de mort». Gilbert a 40 ans, et il est au chômage depuis que sa boîte a fermé. Son point de vue : en faisant l'exemple, tout va s'arrêter.

Un jeune chômeur venu avec lui n'est pas d'accord. «Il faut étudier les cas, dit-il, souvent les assassins ont des histoires, des circonstances spéciales et ce sont des malades...» «Des malades, reprend Gilbert, tu as vu ce qu'ils disent à la radio, il jouait la comédie, c'est la preuve que ses nerfs vont bien». Sur ce point que sait-on ? Il arrive fréquemment que «l'attrait» de la publicité soit suffisamment fort pour donner de l'aplomb à des esprits faibles. Quant à la peine de mort, dans les systèmes capitalistes, elle n'a jamais fait varier le degré de criminalité. Alors ? Voir disparaître à tout jamais les crimes crapuleux, en finir avec les meurtres et le banditisme, c'est une exigence juste. C'est à la racine de ce

mal qu'il faut agir, sur la société qui crée les mythomanes, les malades, les assassins. Et ce n'est pas de notre bourgeoisie que nous pouvons attendre cela.

### ... avec des ouvriers de Troyes

A Troyes, la révolte est unanime. Dans le bus, dans la boulangerie, dans les ateliers on ne parle que de ça.

«C'est vraiment odieux». Voilà le sentiment de ces ouvrières d'une usine de bonneterie (la principale activité de la région). On s'interroge sur les mobiles de ce crime. Certains ne peuvent croire qu'on puisse faire ça pour de l'argent. Peut-être une vengeance contre la famille. Pour certains, ce doit être un détraqué.

Beaucoup sont pour la condamnation à mort. Quelques uns contre. «De toute façon, ce n'est pas ça qui rendra le gamin à ses parents».

On demande la sévérité, mais les arguments du «Parisien Libéré» comme quoi «Philippe serait en vie si la police avait eu les mains libres et si la garde à vue (limitée à 48 h) avait pu être prolongée», ne prend pas.

## LA POLLUTION DANS LA MEDITERRANEE

Douze pays riverains de la Méditerranée ont signé lundi à Barcelone une convention pour la protection de la Méditerranée. Les textes de cette convention fixent plusieurs obligations aux signataires afin de combattre la pollution qui menace gravement la méditerranée.

Parmi les sources de pollution de la Méditerranée, Marseille occupe une place de choix : les égouts de la ville se déversent directement en mer. La convention de Barcelone n'en parle pas et pourtant, d'après l'étude d'une commission d'enquête parlementaire «Marseille rejette sans aucune épuration 200 000 mètres cubes d'effluents par jour. Or on peut constater à la sortie de l'émissaire de Marseille, une dégradation du milieu marin sur plusieurs kilomètres carrés avec destruction totale».

Autre grave danger : le mercure qui au Japon a provoqué des dizaines de morts, des centaines de déformations chez les pêcheurs consommant de grosses quantités de poisson.

En janvier 1975, six cachalots morts ont été retrouvés sur le littoral corse. Chez certains d'entre eux, on a pu relever une teneur en mercure de 600 milligrammes par kilo.

L'association nationale pour la protection des eaux a révélé que le taux de mercure contenu dans les poissons de la Méditerranée est tel que les pêcheurs qui en consomment deux kilos par semaine ressentiront dans quelques années les premières atteintes nerveuses, leur mort surviendrait une douzaine d'années plus tard.

Deux protocoles ont été adoptés, le premier interdit ou soumet à autorisation les déversements de produits polluants. Sont totalement interdits les déversements de DDT, pétrole, huiles, mercure, cadmium, déchets radio-actifs, matières plastiques non dégradables. Au-dessus de certaines normes, concernant leur teneur en bioxyde de titane, les boues rouges ne pourront plus être déversées.

Un autre protocole prévoit l'organisation de la coopération entre Etats en cas de marée noire.

La signature de ces textes c'est d'abord une victoire pour tous ceux qui se sont battus contre les responsabilités de la pollution en Méditerranée, en particulier contre les déversements de boues rouges par la firme italienne Montedison, déversements qui se poursuivent.

Toute la question est de savoir si la convention adoptée sera appliquée.

On peut en douter. Dans les textes, certaines dispositions laissent entrevoir que des possibilités de dérogation existent, ainsi pour le déversement des boues rouges qui n'est interdit qu'à certaines conditions de quantité et de composition. La façon dont le gouvernement et en particulier le ministre de la qualité de la vie agit vis-à-vis des pollueurs est révélatrice. Le conseil d'Etat par exemple a autorisé les usines de la baie de Seine à poursuivre le déversement des boues jaunes en baie de Seine. Quant aux centrales nucléaires, dont certaines sont prévues sur le littoral Méditerranéen, la convention signée, malgré les graves dangers qu'elles font courir à l'environnement, n'a rien décidé quant à leur implantation.

## En bref

### Concorde, quel avenir ?

La compagnie aérienne British Airways envisage de suspendre les vols de Concorde à destination de Barhein, la ligne n'étant pas rentable. En effet, sur une capacité maximale de 100 personnes, le supersonique n'en transporte, en moyenne que 35. Jusqu'à présent, Concorde est en service sur deux lignes seulement, la ligne Londres/Barhein, exploitée par la British Airways, et la ligne Paris/Rio via Dakar, exploitée par Air France. Or, si la liaison aller Paris/Rio fonctionne à plein, il n'en est pas de même pour les vols retours où des difficultés existent aussi, le nombre des personnes transportées étant loin de la capacité maximale de l'avion.

Tout cela remet sérieusement en cause l'avenir commercial de Concorde !

### Grèves à l'université de Clermont-Ferrand

Les étudiants en sciences économiques et en droit de l'université de Clermont-Ferrand sont en grève depuis le mardi 17 février, ils protestent contre la décision de couper en deux l'université et contre la réforme du deuxième cycle, imposée par Soisson. D'autres universités ont été marquées par des grèves étudiantes ces derniers temps, pour empêcher l'application du décret Soisson qui met l'université sous la coupe du patronat, il s'agit notamment de nante, Rennes, Amiens, Toulouse...

# LUTTES OUVRIERES ET PAYSANNES

## En bref

### Une manifestation décevante

Vaste rassemblement paysan à Reims, mardi 17 février. Ils sont venus à 30 000 de toutes les régions de l'Est et même de Belgique pour exprimer leur mécontentement face aux résolutions du marché commun agricole.

Le service d'ordre de la manifestation encadre trop parfaitement les manifestants. C'est en effet le seul souci des organisateurs : aucun mot d'ordre n'est lancé, aucune prise de parole, aucun dialogue avec la population !

Pourtant la colère est grande chez les manifestants qui déplorent que beaucoup d'entre eux aient fait tant de kilomètres pour défilier en silence avec pour seule expression quelques pétards lancés sur les badauds du centre-ville. Une allure de pauvre kermesse voulue par les centrales syndicales organisatrices qui ont soigneusement évité les véritables problèmes des paysans. Beaucoup sont repartis déçus, constatant eux-mêmes l'incapacité de la FNSEA et du MODEF à organiser la lutte.

Correspondant Reims

### Ouvriers français et espagnols unis contre Michelin

Les organisations syndicales françaises et espagnoles de Michelin CFTD, USO, STV-ELA et des représentants des commissions ouvrières, réunis à San Sebastian en Espagne ont adopté une plate-forme revendicative commune. Les travailleurs français et espagnols du trust ont décidé de s'unir contre la politique de Michelin qui en même temps qu'il demande aux ouvriers espagnols de faire quarante-huit heures, la semaine, fait, pour les mêmes productions, pratiquer le chômage partiel en Allemagne et licencie en France. Cet accord entre syndicats de pays différents est important, il montre la voie de l'union des travailleurs par dessus les frontières contre les groupes multinationaux.

### Chantiers SOCAE (Nantes) indemnités logement pour tous !

Depuis une semaine, les ouvriers des Chantiers de la SOCAE, entreprise de bâtiment, qui emploie essentiellement des immigrés. Le conflit porte sur l'allocation logement et l'indemnisation des déplacements. L'entreprise ne verse l'allocation logement qu'à ceux qui sont logés en foyers Sonacotra. De la même façon, les travailleurs logés dans des baraquements par la SOCAE, sur les chantiers éloignés, n'ont pas droit à une indemnité de déplacement. Les ouvriers, avec leur section CFTD, demande «une indemnité logement égale pour tous» (égale au loyer Sonacotra) et «une indemnité de déplacement minimum de 60 F» pour tous les travailleurs envoyés sur les chantiers extérieurs.

### Sonacotra : vague de répression

Nous, délégués du comité de coordination, avons rencontré pour la quatrième fois trois représentants de la Sonacotra, accompagnés d'autres personnes, au Foyer-Hôtel Sonacotra de Colombes, 203 rue Colbert.

Nous les résidents, nous voulons et nous voulons toujours négocier avec la Sonacotra sur les bases de notre plate-forme revendicative. Les représentants de la Sonacotra ont refusé systématiquement d'examiner les contre-propositions des résidents :

1) pas de règlement de loyers en retard, dans la mesure où la responsabilité de ce retard est due à la Sonacotra.

2) réajustement définitif à partir de février, des loyers sur la base des prix proposés comme acompte et qui correspondent à la réduction de 30 % demandée par les résidents.

3) pas de dossier individuel des chômeurs.

4) règlement intérieur élaboré par les résidents eux-mêmes.

Ils nous ont répondu que nos propositions sont irrecevables et qu'en conséquence, chaque partie devrait «assumer ses responsabilités».

A compter d'aujourd'hui, la Sonacotra refuse de payer les factures de l'EDF, GDF, d'assurer le chauffage et l'eau chaude et froide à l'intérieur des 47 foyers en grève.

Nous pensons qu'il s'agit aujourd'hui de la première vague d'une répression très dure à l'encontre des grévistes pouvant aller jusqu'à l'expulsion des résidents de leur foyer.

Nous devons renforcer notre unité et mobiliser les travailleurs français et immigrés autour de nos revendications justes et légitimes jusqu'à leur satisfaction totale.

Comités de Résidents et Comité de Coordination

55, rue de la Fontaine au Roi 75011 Paris

Soyez nombreux au meeting de soutien aux Foyers en lutte, le samedi 21 février, à Paris, salle de la Mutualité.

### LIP : DÉMISSION DE NEUSCHWANDER

Où en est-on chez Lip ? On sait que depuis plusieurs mois, la direction a entrepris une opération de rentabilisation en gonflant les stocks, par le biais des heures supplémentaires, des cadences et de l'embauche d'intérimaires, et qu'aujourd'hui, après une réduction d'horaire de 2 h 30 avec une perte de salaire, ce sont 37 travailleurs, sous couvert de recevoir leur lettre de licenciement, sous couvert de pré-retraite. Il s'agit bien de licenciements déguisés à moindre frais.

Et aujourd'hui ? Alors que le 20, doit se tenir une réunion du Conseil d'Administration officialisant la démission de Neuschwander, la direction, emploie une tactique bien connue qui consiste après ses premiers mauvais coups à laisser les travailleurs dans l'incertitude, afin d'empêcher toute riposte contre ceux qui se préparent à nouveau. Il nous faut riposter et donc obliger nos directions syndicales à abandonner l'attitude de collaboration qu'elles ont eu ces derniers mois : cette attitude a consisté à ne pas lever le petit doigt pendant des mois, afin de ne pas gêner «la bonne marche» de l'entreprise. Il s'agit d'autant plus de riposter que ces premières attaques risquent bien d'être les premières d'une longue liste. Francine Gomez PDG de Waterman, qui vient de prendre 1% de participation chez Lip ne vient-elle pas d'affirmer que les effectifs de Lip étaient trop importants pour maintenir la compétitivité internationale de la firme ? Elle n'a pas l'intention, dit-elle, de participer à la gestion de Lip

mais ces déclarations n'en sont pas moins lourdes de menaces.

En effet, aujourd'hui, dans les ateliers, les travailleurs se posent des questions, demandent à connaître mieux quelle situation se prépare, quels mauvais coups va entreprendre la direction ! Refuser d'y répondre, serait se refuser à engager la bataille ! Ce serait accepter les frais de restructuration : on attend toujours quelque chose des Lip ? nous disait un militant CFTD. Ils sauront le montrer !



Manifestations à Fougères

### A Fougères aussi «travailler et vivre au pays»

L'occupation s'organise à l'usine Rehaul de Fougères. Les 600 travailleurs de cette entreprise ont maintenant reçu leur lettre de licenciement. Cela ne change pas grand chose, car dans les faits, l'usine était sous le contrôle des ouvriers depuis plusieurs jours. Des commissions ont été mises en place, qui ont déjà commencé à fonctionner. D'autres vont être créées, de telle sorte que tous les travailleurs participent activement à l'occupation.

«Notre objectif, explique un délégué, c'est de faire de Rehaul le centre de la lutte sur Fougères. D'autres boîtes viennent de déposer le bilan. Hier après-midi, il y a eu une Assemblée Générale des gars de chez Maunoir pour décider de l'occupation. Nous allons donc coordonner toutes les boîtes pour faire une lutte ensemble. Nous allons

dans ce cadre, organiser également l'animation de la grève, au niveau inter-professionnel, sur toute la ville».

Déjà des initiatives ont été prises. Une délégation des tanneurs d'Annonay est venue la semaine dernière. A cette occasion, un film a été projeté. La totalité des travailleurs de Rehaul était là.

Pourquoi cette mobilisation intense ? Il faut savoir que la situation est catastrophique à Fougères. Les 1 000 licenciements en cours dans la chaussure vont porter à 2 500 le nombre de chômeurs, sur un total de 7 800 emplois. «Pour les travailleurs Fougérois, la situation est claire : ou ils quittent le pays, ou ils vont s'inscrire au chômage jusqu'à la retraite. C'est le choix qu'on leur laisse». C'est pourquoi, aux Assemblées Générales, tous les travailleurs de Rehaul sont là.

«Pour l'instant, déclare un travailleur, nous n'avons pas envisagé de produire, nous terminons la collection d'hiver (environ 1 000 paires). De toutes façons, nous avons des stocks. Nous avons prévu des actions dures sortant de l'ordinaire».

Non, les travailleurs de Fougères ne sont pas prêts à laisser mourir le pays, ils luttent contre la lente asphyxie. Eux-aussi veulent «travailler et vivre au pays» !

Gérard PRIVAT

### Gilmo Obsession (Villeurbanne) QUAND LE PCF EST AU COEUR D'UNE LUTTE...

Depuis 4 mois, les ouvrières de l'usine GILMO (fabrique de gaines) de Villeurbanne occupent leur usine pour s'opposer à la fermeture. Un nouveau coup vient de leur être porté : l'EDF, sur demande du syndic vient de couper l'électricité à l'usine occupée !

Le PCF organise, suite à cela, un meeting sur le quartier, devant GILMO : une cinquantaine de personnes sont là, presque toutes du PCF, avec seulement une quinzaine de grévistes (alors qu'il y en avait dix fois plus au début de l'occupation). Tout le meeting se fait sur le thème «où en seraient les ouvrières de GILMO si le PCF n'avait pas apporté son soutien ?». En fait, l'absence d'ouvrières de GILMO-OBSSESSION et de travailleurs de Villeurbanne est significative : dès le début, le Comité de Lutte Contre le Chômage de Villeurbanne s'était présenté à l'usine pour aider à développer le soutien. Refusé chaque fois par des délégués CGT, membres du PCF, qui coupaient court à toute discussion avec les grévistes, nous nous sommes toujours entendu dire : «Nous n'avons pas de problèmes, nous avons touché des indemnités, la popularisation, on s'en occupe !»

Et en 4 mois, qu'est-ce qui s'est fait chez GILMO ? Sur le marché populaire de Villeurbanne, à 100m, de l'usi-

ne, 2 tracts et 1 collecte ! Les ateliers en face de l'usine n'avaient même pas été contactés pour la journée «portes ouvertes» ! En monopolisant le soutien et en empêchant toute réelle popularisation, en restreignant l'action à des délégations aux élus, en isolant la lutte des autres travailleurs de Villeurbanne touchés par les licenciements et le chômage partiel (AMTEC, LENDIS, VALENTINE, BAYARD...) : voilà le PCF à l'œuvre, contre la lutte !

Corr. CLCC Villeurbanne

CHANTELLE (Lorient) : «ON NE VEUT PAS CREVER A 40 ANS !»

L'usine lorientaise de sous-vêtements féminins Chantelle est en grève. Les 180 ouvrières exigent une augmentation de salaires mais l'essentiel de leur lutte vise à la réintégration d'une ouvrière licenciée pour «absentéisme» et surtout la suppression du salaire au rendement car, disent-elles, «on ne veut pas crever à 40 ans» ! Les patrons refusent de négocier et se retranchent derrière la Convention Collective de l'habillement. Mais déjà le mouvement s'étend dans une autre usine du groupe, voisine : Chantelle Saint-Herblain (pour le 13<sup>e</sup> mois, une prime d'ancienneté, une augmentation générale des salaires)...

### OUVRIERS ET PAYSANS CONTRE VERRIER, cumulard EXPLOITEUR

L'entreprise Verrier, à Rémalard dans l'Orne, produit des aliments pour bétail. Elle a récemment vendu à des éleveurs de la Mayenne, du Maine... de la poudre de lait avariée.

Les paysans se sont regroupés en Comité de Défense. Certains paysans appartiennent même à plusieurs comités, car Verrier n'est pas la seule boîte à fabriquer des aliments avariés. Ils exigent :

- l'annulation des dettes et des poursuites en cours
- le paiement d'indemnités pour pertes excessives causées par des aliments avariés
- la rémunération normale de leur travail

Verrier lui-même reconnaît la mauvaise qualité de sa poudre dans une lettre à son avocat : «L'absorption de cet aliment a entraîné une diarrhée, nous avons aussitôt remplacé cet aliment par une autre fabrication, et la diarrhée s'est arrêtée. Il est certain que l'éleveur n'aurait pas du distribuer cet aliment aux veaux, car la défectuosité pouvait être facilement constatée lors de la dilution de la poudre de lait dans l'eau, ce qui constituait certainement une négligence de l'éleveur...»

De nombreux paysans ont vu périr leurs veaux, et n'ont plus pu payer leurs traites. Verrier les a alors mis en faillite et fait saisir, parfois même de manière frauduleuse.

Non seulement Verrier pousse l'audace jusqu'à reporter la responsabilité sur les paysans mais encore, il leur fait un chantage odieux : «Retirez votre plainte, dit-il, ou je licencie les 85 ouvriers de Rémalard».

Les paysans refusent le chantage : «Nous voulons continuer à travailler. Nous voulons que les ouvriers des usines Verrier gardent leur emploi. Il n'est pas question de fermer l'usine. Verrier a ce qu'il faut pour payer : 400 bœufs, des hectares au soleil, des chevaux de course, des veaux, des porcs...»

Verrier doit payer des salaires normaux aux ouvriers, Verrier doit donner aux paysans les moyens de travailler. Nous défendons notre emploi, nous voulons que les ouvriers de Rémalard et Châlans gardent le leur. Ouvriers paysans, nous avons le même patron, nous avons les mêmes problèmes. Nous devons être solidaires !»

Corr. Mortagne

# POLITIQUE

## LES ARRESTATIONS DE MILITANTS A LYON

### L'ARMEE N'EST QU'UN PRETEXTE

Les six militants lyonnais arrêtés hier, sous prétexte de démolition de l'armée, ont été relâchés après une journée d'interrogatoire à Vauban (commissariat de la rue Vauban).

Bernard Fanjat nous a expliqué que le plus clair de son interrogatoire mené par la PJ ainsi que la perquisition à son domicile, ont tourné essentiellement autour de ses responsabilités de militant OC-GOP pour la révolution socialiste, très peu de questions sur l'armée mais des questions sur ses responsabilités exactes à l'OC-GOP, avec des remarques du genre : «Vous avez choisi d'être un militant dans une organisation révolutionnaire, vous en assurez les conséquences, vous refusez aujourd'hui de répondre à des questions sans importance mais alors que ferez-vous quand ça ira plus mal ?»

Les documents saisis chez lui n'ont pas trait à l'armée mais sont des documents

intérieurs à la GOP, des tracts concernant les PTT, la lutte de Paris-Rhône, la lutte contre le chômage. De la même façon, un autre militant de la GOP et des CFI a été questionné essentiellement sur son travail en direction des travailleurs immigrés. Pendant la perquisition chez Fanjat, les flics en ont profité pour examiner les souches de chèques, le compte en banque, ils ont noté que le nombre de lits dans l'appartement était bien supérieur au nombre d'habitants et le tout émaillé de réflexion et de chantage : «Vu la quantité de documents que vous avez, leur diversité, leur classement, vous avez sûrement des responsabilités politiques importantes, lesquelles ? Si vous ne répondez pas, c'est le transfert à Paris et la Cour de Sécurité de l'Etat». A toutes

les objections émises sur l'absence de mandat de perquisition, l'arrestation, l'inspecteur répond : «Aujourd'hui, nous avons la commission rogatoire du juge Gallut et avec elle je peux arrêter immédiatement qui je veux dans la rue».

Tous ces faits montrent que dans cette deuxième vague d'arrestations, la question de l'armée n'est encore qu'un prétexte, aujourd'hui, c'est l'activité des militants révolutionnaires chez les travailleurs qui est visée. Les travailleurs PTT du tri de Perrache qui viennent de mener une lutte victorieuse contre l'attaque de leurs avantages acquis (journée de repos) sont frappés par la facilité avec laquelle on arrête aujourd'hui les gens. Ils dénoncent cette nouvelle atteinte aux libertés démocratiques et constatent que ces arrestations s'inscrivent dans le cadre du durcissement actuel du régime.

## Élections au Parlement Européen

### Les hésitations de l'UDR

Deux réunions de son bureau exécutif n'ont pas suffi à l'UDR pour définir clairement sa position sur l'Europe. Réunion mardi soir, pour la seconde fois, depuis le début du mois, les membres de l'UDR n'ont toujours pas fait connaître publiquement leur point de vue. Une nouvelle réunion est donc fixée au 20 mars.

Mardi soir, de la Malène a dans son analyse du rapport Tindemans, qui prévoit des pouvoirs accrus au Parlement européen dans tous les domaines et l'unification politique de l'Europe, estimé qu'il «met en place des mécanismes qui font courir des risques de déséquilibre entre les responsabilités fédérales et celle des Etats».

Quant à l'élection du Parlement Européen au suffrage universel, le bureau de l'UDR pense qu'elle présente des «inconvenients et même des

dangers réels». Mais les membres du bureau n'ont pas plus précisé leur pensée, en raison des contradictions qui les opposent.

Une partie des dirigeants de l'UDR, derrière Guichard se sont déjà prononcés en faveur de l'élection au suffrage universel du Parlement Européen, d'autres tels Sanguinetti et Debré (qui était absent mardi) s'y opposent résolument. L'absence de décision de la part de l'instance dirigeante de l'UDR, traduit bien l'importance des contradictions qui la traversent, mais aussi l'hésitation à se prononcer dans un sens ou dans un autre... L'opposition au projet européen a encore un poids important dans l'UDR, elle rencontre un certain écho et peut se prévaloir de la fidélité à la doctrine gaulliste hostile à la supranationalité et à l'abandon de l'indépendance nationale. D'autre part, avec le rappro-

chement des échéances électorales, les partisans de la ligne giscardienne d'intégration européenne bénéficient d'un argument auquel ne sont pas insensibles les députés de l'UDR : l'investiture de la majorité présidentielle ne sera accordée qu'à ceux qui auront adopté des positions conformes à l'orientation gouvernementale.

C'est donc vraisemblablement vers un compromis de la presse locale de passer intégralement les communiqués et ceci, en liaison avec les syndicats des journalistes ?

## Dans un taudis de Chantilly

### DEUX FILLETTES MEURENT DE FROID

Séverine, 2 ans, et Sandrine, 4 ans, sont mortes de froid, dans la nuit de lundi à mardi, à Chantilly, dans l'Oise.

Pendant que les bourgeois jouaient au golf, ou déversaient sur les champs de course, l'argent qu'ils volent aux travailleurs, la famille Devillers logeait dans un deux pièces taudis, sous le porche d'entrée du parc de Chantilly. Les bourgeois, eux, logent dans les belles villas qu'on aperçoit à l'entrée de la ville.

En 1974, les Devillers étaient mis à la porte de leur logement : ils ne pouvaient plus payer le loyer. La municipalité les «relogera» dans ce taudis, les Sociétés de HLM ne voulant pas de ceux qui ne paient pas, des «associaux», comme nous le dira l'adjoint au maire, Dembreuille. C'est ainsi que la bourgeoisie repue traite ceux qui ne peuvent faire face à la vie chère !

Les Devillers devaient être relogés dans un HLM, la municipalité s'étant mis d'accord avec la Société sur un paiement sûr, une retenue sur les allocations familiales ! «On n'est jamais trop sûr, avec les associaux !» Il est trop tard !

La mère, malade, était hospitalisée. Le père faisait de l'intérim chez Bis, et n'avait donc pas un emploi à plein temps. Pour les riches, comme le directeur de la Piscine du Parc, accoudé sur sa grosse voiture, «c'est un fait, il mérite la mort». Pour les voisins, les ouvriers qui travaillent dans le quartier, «c'est impensable ! Et pourtant, il y a soi-disant des services sociaux qui s'occupent des pauvres !» me dit une femme. Une autre : «Quand j'ai appris que quelqu'un habitait là-dedans, je

n'ai pas voulu le croire. C'est une honte, dans une ville comme Chantilly !» Pour 3 ouvriers sortant de l'usine du coin, «la municipalité est responsable, on ne peut pas laisser des gens vivre dans un tel taudis. C'est un vrai scandale».

La municipalité dit avoir tout fait ! Tout fait ? Ce deux pièces insalubres, sans électricité ? Puis la solution proposée d'un HLM payé par saisie de la moitié des allocations ? Non, la municipalité est responsable de la mort de ces deux enfants ! La mairie, mais aussi l'ensemble de la classe au pouvoir, qui accule les travailleurs à la misère, au chômage ! Aujourd'hui en France, il y a de nombreux appartements vides, parce qu'ils sont trop chers. Et à côté de cela, des travailleurs vivent dans des taudis, des enfants y meurent de froid !

Cette société de chômage, de misère, les travailleurs en ont assez ! Assez des expulsions, des saisies, des coupures de gaz et de courant. La mort de ces deux petites filles n'est pas un «drame de la misère» qui viendrait d'on ne sait où, c'est un assassinat de plus !

Pierre DUTRY

## Orléans : CEPEM

### LA VICTOIRE EST POSSIBLE

On peut dire qu'hier, la grève est entrée dans sa deuxième étape. La première a consisté à réaliser l'unité autour des revendications des OS ; en une semaine cet objectif a été réalisé : les employés, les techniciens et agents de maîtrise, certains cadres mêmes ont rejoint la lutte sur les bases des revendications ouvrières. La quasi-totalité de l'usine est en grève maintenant, cet objectif réalisé avec succès, la seconde étape s'amorce : il s'agit de tenir, de conserver le rapport de forces assez longtemps face à la direction, au trust (la CGE) qui refuse pour l'instant toutes concessions. Aujourd'hui l'épreuve de force est engagée.



#### COMBATTRE LES IDÉES DÉFAITISTES

Beaucoup espéraient au départ, qu'une fois tout le monde en grève, la direction allait céder mais aujourd'hui, face au durcissement de la direction, malgré l'unité réalisée autour des travailleurs, envisager une lutte de longue durée n'est pas ressenti comme possible pour certains, c'est pourtant nécessaire. Il s'agit en fait de

la capacité des grévistes à renverser tous les obstacles qu'engendre une lutte de longue durée.

#### LE SOUTIEN FINANCIER

Un des premiers problèmes qui est soulevé, c'est celui du soutien financier. Touchant juste un peu plus du SMIC pour la majorité, les familles dans leur ensemble n'ont pas de

réserves, pas d'argent d'avance. Il y a les gosses, la femme ou le mari qui est au chômage pour certains et pourtant il faut bien vivre, manger. Aussi, la tâche du Comité de soutien qui s'est réuni hier matin est donc importante. Les collectes décidées le matin même, ont eu lieu l'après-midi, une large popularisation est prévue sur l'agglomération, d'autres collectes se dérouleront aujourd'hui et les jours prochains. Cette initiative va dans le sens de la lutte, de la victoire. Elle doit s'amplifier encore, il faut que demain des pas importants soient réalisés sur ce point sinon cela risquerait de décourager les plus hésitants car, comme beaucoup le disent, «lundi sera décisif !»

Il s'agit donc de prouver qu'il est possible de gagner sur ce point, c'est tout à fait réalisable.

#### BRISER LE BLOCUS DE LA PRESSE BOURGEOISE

La presse locale, dans son ensemble, ainsi que les actualités régionales FR 3 font le silence complet sur la lutte des travailleurs et du tapage sur les déclarations de la direction. La commission d'information a un rôle important à jouer sur ce point, il faut organiser une mobilisation massive.

Comité de soutien. Pourquoi ne pas exiger auprès de la presse locale de passer intégralement les communiqués et ceci, en liaison avec les syndicats des journalistes ?

#### MOBILISER L'ENSEMBLE DES GRÉVISTES

D'après l'assemblée générale, beaucoup de grévistes repartent chez eux ou restent devant l'usine. Il est donc important pour le succès de la lutte que l'ensemble des travailleurs participent activement au travail du Comité de soutien, des différentes commissions et du renforcement du piquet de grève. Beaucoup n'y vont pas, car ils n'ont pas encore saisi que la victoire dépendait principalement de cette mobilisation. Aujourd'hui, les grévistes de la Cepem ont tous les atouts en main pour gagner, mais tout le monde n'en est pas encore convaincu. C'est donc de cette prise de conscience que dépend l'issue de la lutte. Il faut que les travailleurs s'expriment aux assemblées générales comme une standardiste, hier, qui par son témoignage vivant en dénonçant l'attitude réactionnaire de la direction, a montré sa détermination à lutter jusqu'à la victoire.

José GARCIA

# LA VIE DU JOURNAL

Chers camarades,

Je vous envoie quelques poèmes qui peuvent trouver leur place à l'occasion dans notre journal. A plusieurs reprises, le Quotidien du Peuple a publié des poèmes. Ceci est une bonne chose et pose le problème de l'art révolutionnaire aujourd'hui en France.

En effet, il semble nécessaire que, parallèlement au développement du mouvement révolutionnaire se développe un art issu des masses qui exprime leurs aspirations au socialisme, leurs combats, leurs douleurs, leurs espérances. Le mouvement révolutionnaire doit créer un art de combat qui mène la lutte idéologique contre la bourgeoisie. Il ne faut pas laisser le champ libre dans le domaine de l'art à la bourgeoisie. Surtout si l'on considère les moyens dont elle dispose : école, cinéma, radio, etc.

Mais l'art révolutionnaire a besoin du parti. Si l'on veut par exemple une poésie révolutionnaire (ou une musique, ou une chanson ou une peinture), il faut pour qu'elle soit telle qu'elle vienne des masses, qu'elle retourne à elles, qu'elle en subisse le jugement. Cela ne peut se faire que par le parti de type nouveau. Seul le parti peut par sa presse (mais aussi par d'autres moyens : meeting, etc.) collecter au niveau national ces œuvres et les présenter aux ouvriers pour qu'ils se les approprient ou les rejettent, pour que se forment dans la lutte, une musique, une peinture, une chanson... révolutionnaires.

Seul un parti vraiment communiste, dans lequel existe la lutte permanente entre les deux voies, peut être le garant d'un art révolutionnaire et éviter la caution «du mouvement ouvrier» à des intellectuels bourgeois tel Aragon (cautionnée par le PCF).

### LE POÈME

Que les mots soient une arme,  
Qu'ils chantent l'espérance, la douleur et le cri  
Des peuples assassinés.  
Que les mots soient les larmes,  
La tête qu'on relève, le poing que l'on brandit  
Des hommes opprimés  
Que le poème soit  
Un cri d'amour du peuple  
Jaillissant de la lutte  
Pour retourner à elle.

Paul DAUTUN

Nous passons quelques extraits d'un long poème que nous envoie un autre lecteur.

### FRANCO VILLA

(...) Oyez, oyez enfants de France  
Le cri de militants derrière les barreaux  
Destinés à satisfaire ces bourreaux.  
Oyez, oyez, enfants de France  
Cette plainte s'élevant des cachots  
C'est le chant d'espoir nouveau (...)

Pleurez enfants d'Espagne  
Ces combattants que Franco  
Envoya au supplice du garrot  
Pleurez enfants d'Espagne  
Voués aux chatiments et aux sévices  
Sous le joug de ce régime fasciste.

Que faites vous enfants de France  
Qui clamiez d'un même élan  
Il faut sauver ces enfants,  
Et demain, enfants de France  
Que restera-t-il de ce chant  
Des couplets, emportés par le vent.

(...)

## COMMUNIQUÉ

### ASSOCIATION «LES AMIS DU PEUPLE SAHRAOUI»

Depuis le 31 octobre 1975, le peuple Sahraoui est victime d'une agression sauvage dans une volonté de génocide, menée par le Maroc, la Mauritanie et l'Espagne agissant au nom de l'impérialisme français et nord américain.

invasion militaire tripartite de toutes les villes avec concentration de forces innouées par rapport à la population.

tortures, massacres, incarcération des populations montrant leur volonté d'être sahraoui.

exode massif forcé des femmes, des enfants et des personnes âgées à travers un désert où tous les moyens traditionnels de la vie pastorale ont été détruits par l'armée espagnole (mitrailleurs du bétail, empoisonnement des puits, etc...)

bombardement au napalm des camps de réfugiés...

blocus économique

colonisation de peuplement de grande envergure, etc...

L'Association «Les Amis du peuple Sahraoui» étant donné la position de la France :

demande à toutes les organisations démocratiques de soutenir la lutte du F. POLISARIO, seul représentant du peuple sahraoui et de se mobiliser contre l'action de l'impérialisme français dans cette région (alliance avec les monarchies fascistes de Madrid et Rabat, soumission totale à la politique américaine)

lance un appel à toutes formes de soutien en faveur du peuple sahraoui

\* travail d'information et d'explication auprès du peuple français (meeting, expositions, débats, articles...)

\* aide financière pour les réfugiés

\* collecte de vêtements chauds (enfants-adultes)

\* tissus pour la fabrication des tentes

\* aliments pour enfants, vitamines, etc...

\* médicaments, matériel chirurgical (pinces, pansements, bandes)

Pour tout contact, s'adresser à l'Association des Amis du peuple Sahraoui : BP 118 75 262 Paris Cedex 06

# EN AVANT VERS LE 12 PAGES

La parution du 12 pages quotidien devra marquer une progression du journal dans tous les domaines. Cette progression a déjà été amorcée. Aujourd'hui le Quotidien du Peuple traite les grands sujets de l'actualité et sait agrémente ses articles de nombreuses interviews, mais la perfectibilité du journal est certainement pour

beaucoup fonction de sa prise en charge par ses lecteurs, par les masses.

Ponctuellement, il faudra faire appel aux lecteurs pour soutenir financièrement le journal, pour son amélioration technique, mais l'appel à la collaboration des lecteurs doit être

constante et argumentée. Nous avons des centaines de milliers de lecteurs à conquérir. Sachons leur présenter notre journal (c'est-à-dire leur journal). Camarades n'hésitez pas à passer des appels pour avoir la collaboration de dessinateurs pour prendre cet exemple (les 2 ou 3 dessins parus depuis la parution du Quotidien du Peuple nous laissent sur notre faim). Il n'est qu'à comparer les premiers numéros du Quotidien du Peuple et les derniers en date pour voir comme la progression du journal a été vive. Cette progression risque de ralentir si l'on ne fait pas appel encore et toujours aux lecteurs pour la prise en main du journal à tous les niveaux. Cela va à l'encontre des conceptions bourgeoises de «production» et de «consommation» de la presse (basées sur l'opposition des deux termes). Nous sommes fondamentalement contre ces conceptions, mais il serait faux de dire qu'elles ne nous influencent pas (...)

Ci joint, 10 F pour le 12 pages.

JCH CHEVILLY LARUE



Comme cette lettre nous y invite, faisons le point !

Après une période d'un mois et demi environ, au cours de laquelle vous avez pu, avec nous, engager le bilan du quotidien, vous avez été plusieurs à souligner, comme ce camarade, les améliorations du journal tant sur le plan de la présentation que des sujets abordés. Améliorations réelles, mais cependant limitées. Il s'agit bien aujourd'hui de franchir une nouvelle étape. Ce n'est pas l'effet du hasard si les numéros du week-end, par la plus grande étendue des sujets qu'ils abordent, la qualité, si on en croit vos lettres, de certains dossiers, correspondent bien davantage à votre attente! Et la démonstration est claire pour nous les journalistes il est de plus en plus évident que le cadre des huit pages constitue un carcan qui entrave notre travail et contre lequel nous voulons lutter.

Où aujourd'hui pour passer à la réalisation régulière des rubriques que vous réclamez il faut un douze pages! Pour une rubrique régulière sur la culture, sur l'histoire du mouvement ouvrier par exemple il faut un douze pages! Pour une intervention large et quotidienne sur tous les problèmes de la vie quotidienne des masses, il faut un douze pages! Pour un journal qui ne se contente pas d'informer sur les grèves mais qui à propos de chaque événement important de l'actualité montre le débat d'idées qu'il suscite chez les travailleurs, il faut un douze pages!

Franchir cette étape, passer aux douze pages cela suppose d'abord de la part de chacun, comme nous l'écrivions, un dernier effort financier pour atteindre les 15 millions. Mais cela suppose aussi pour chacun la prise en main de la rédaction de ces 4 pages supplémentaires. Pour qu'elles soient vos pages, pour que le Quotidien soit chaque jour un peu plus votre journal. Et puis ces nouveaux sujets, ces nouvelles rubriques comment les aborder sans, dès maintenant, l'appui et la vigilance de centaines de correspondants dans toute la France.

C'est pourquoi la réalisation de ce douze pages doit et ne peut être que le fruit de l'intense mobilisation autour de votre quotidien que le courrier a reflété durant le mois écoulé.

Chacun, par l'expérience qu'il a acquise, dans sa lutte, par les connaissances qu'il a accumulées dans sa vie d'exploité, ou que des études, des lectures lui ont apportées, chacun peut écrire un article; contribuer à la réalisation d'une enquête. Vos témoignages sont précieux. Passer au douze pages, c'est pour nous étendre considérablement le réseau de nos correspondants, de nos collaborateurs, réaliser un journal fait par ceux qui luttent, pour ceux qui luttent.

C'est une lutte dont vous êtes partie prenante. Envoyez dès maintenant les idées d'article que vous aimeriez réaliser. Réunissez-vous à plusieurs pour le faire. Prenez exemple sur ce groupe de lecteurs

d'Aubervilliers, instituteurs, travailleurs, mères de famille, qui à l'issue d'une réunion de critique du journal a entrepris une enquête sur les problèmes de l'éducation des enfants en système capitaliste pour pouvoir réaliser une page là-dessus pour le Quotidien. Faites nous part de vos difficultés. Il faut qu'un lien étroit unisse le journal à ses correspondants.

En avant pour le 12 pages,

Nous publions ici la suite de la souscription pour les 15 millions.

A.L. Paris 20°	150 F
B.R. Paris 6°	100 F
J.F. D. Charenton	50 F
Reims	300 F
Chavon-sur-Marne	275 F
Beauvais D.R.	200 F
	120 F
Corment-Ferrand	30 F
Besançon	45 F
	1 000 F
Roubaix	230 F
Orléans	400 F
Villeurbanne	1 745 F
Grenoble	500 F
Lyon	2 250 F
Un soldat	10 F
Proitiers	120 F
Marseille	630 F
TOTAL	8 155 F

Total déjà souscrit le 9/2/76 : 126 198,90 F  
Total souscrit pour les 15 millions : 134 353,90 F  
Reste à souscrire pour les 15 millions : 15 646,10 F

## SOUTIEN FINANCIER AU QUOTIDIEN DU PEUPLE

je donne 10 F 50 F 100 F F

Nom .....

Profession .....

Adresse .....

Envoyer à :

**Le Quotidien du Peuple BP 225 75 924 PARIS Cédex 19  
CCP 23 132 48 F PARIS**

Le Quotidien du Peuple - publication du PCR (ml)  
Adresse postale : BP 225 - 75 924 Paris Cedex 19  
CCP N° 23 132 48 F Paris  
Directeur de publication Y. Chevet  
Imprimé par IPCC - distribué par NMPP  
Commission paritaire : 56 942

TÉLÉPHONEZ AU  
QUOTIDIEN DU PEUPLE  
208 65 61 - Paris  
de 8 h 30 à 13 h

## JE M'ABONNE

250 F	1 AN
150 F	6 MOIS
80 F	3 MOIS
30 F	1 MOIS

Nom.....

Profession.....

Adresse.....

Envoyez à :

**le Quotidien du Peuple  
BP 225  
75 924 Paris Cédex 19  
CCP 23 132 48 F Paris**

# BLOC-NOTES

## LES TUTELLES

**«MAIS AUSSI LA TUTELLE ON N'Y RESTE PAS ÉTERNELLEMENT».**

C'est sûr... pour une infime minorité. Pour la plupart c'est 3 ans minimum, avec parfois un maximum de 15-20 ans.

A Besançon et à Montbéliard, 384 familles sont sous tutelle et 30 familles ont bénéficié de la mainlevée (apprenons-nous sur le rapport de l'UDAF).

**6 mainlevées :** départ dans un autre département. (quelle hypocrisie, car l'UDAF de ce nouveau département saura les retrouver).

**5 mainlevées :** droit aux prestations terminées. (se passe de commentaires... après leur avoir sucé leurs allocations jusqu'au dernier gosse...)

**2 mainlevées :** exercice impossible. Comme nous dira Mme Boillon (déléguee à la Tutelle) : «un gars qui touche 4 000/mois, qui a 200 F d'allocations et qui dépense à gogo, ce n'est pas intéressant, car ce n'est pas avec 200 F qu'il remboursera».

**5 mainlevées :** enfants confiés à la DDASS. On les refila à un autre service, «à charge de revanche».

**12 mainlevées :** amélioration.

Ah ! Dites donc nous y voilà : ceux qui quittent réellement les tutelles ne représentent en fait que 3 % des familles : A 5 familles, on ne peut plus rien prendre, 6

autres sont en tutelle dans un autre département, pour 5 autres, les tutelles ne peuvent plus rien, d'autres s'en chargent, IDDASSI. Pour 2 : exercice impossible.

Seules 12 sur 384 familles ont quitté les tutelles en un an. Ceux qui quittent c'est l'exception !

Si on maintient si longtemps les tutelles c'est bien parce que cela profite à *beaucoup* : l'argent est placé sur un compte en banque qui rapporte 3 % par an (pas aux familles ce qui est sûr) et faites un calcul : à Besançon c'est près de 650 millions qui entrent en banque.

Et surtout, les créanciers se servent facilement, et nous rajoutent les frais en plus.

*Écoutons Mme Boillon déléguée à la tutelle :* La tutelle dure de 1 à 2 ans ou plus quelque fois suivant qu'elle (la famille) réagit bien.

Mais qu'est ce que bien réagir ? Bien coopérer ?

Pour les tutelles il s'agit tout bonnement de savoir si la famille baissera la tête, et se laissera endormir par de «belles paroles».

Les mesures concrètes à ces belles paroles : essayer d'obliger les familles à marquer sur un carnet les moindres dépenses, *comme si les difficultés des familles étaient dues à un mauvais achat. Comme si, en transformant les femmes au foyer en futur*

## «Quand tu es dans la misère, comment on t'enforce un peu plus»

*«chef comptable» de la maison on avait enfin trouvé la clef de la misère des gens.*

(...) C'est bien ce rôle de «tuteur» qui est à remettre en cause, c'est bien ces organismes «charitables» qu'il faut balayer, c'est bien cette société qu'il faut changer.

«C'est facile à dire» pense-t-on mais déjà, de façon individuelle des travailleurs luttent, remettent en cause les tutelles.

(...) Mais maintenant, il faut passer de la lutte individuelle à la lutte collective car seule cette dernière permettra aux familles de retrouver leur dignité et leur liberté.

*la fête populaire du 14 juillet* regroupant plus de 300 personnes : la prise en main des loisirs par les habitants d'un quartier est chose possible.

*les ventes de fruits sur le quartier :* montrant ainsi qu'il est possible de lutter contre la hausse des prix et la vie chère autrement qu'en paroles creuses.

Avant Noël, le CLCC a fait des ventes de clémentines à 3 F le kilo (au lieu de 6 F chez le marchand) et de bananes (3 F au lieu de 4,80 F ou même 5,50 F).

*les expulsions :* «il faut respecter le cadre de la légalité». A Montrapon, rue Daloz, la légalité a été mise

un loyer et subvenir aux besoins de sa famille en étant chômeur ?

C'est donc une lutte qui fait partie intégrante de la lutte contre le chômage et la misère. Car l'alcoolisme, la soi-disant «folie» des gens, le chômage sont les prétextes pour nous retirer nos allocations. Mais ce chômage, cet alcoolisme, cette folie, ces dépressions nerveuses, qui en est la cause ? *Surement pas les travailleurs, mais bien la société. C'est donc contre la société qu'il faut se dresser et non contre les travailleurs.*

Pour cela, l'entraide et l'unité populaire sont des armes qu'il nous faut saisir pour engager la lutte.

Dès aujourd'hui, avec les jeunes chômeurs du quartier organisations des services de dépannage : réfection d'appartement, garde d'enfants, loisirs des jeunes le mercredi et les week-ends, les ventes de fruits, la collecte de vieux meubles pour les familles déjà saisies.

dès aujourd'hui, combattons les multiples pressions qui s'exercent contre les familles qui veulent lutter ; ne laissons pas se développer des calomnies et des ragots qui nous divisent.

dès aujourd'hui, luttons contre les tutelles et ses «agents» en imposant la mainlevée des familles et la disparition de ce service parasitaire : coupons la tête à cette sangsue.

FIN



MAIS COMMENT Y ARRIVER ?

sous le paillason avec succès : Guillaume n'a pas été expulsé.

Depuis plus de 9 mois, le Comité de Lutte Contre le Chômage montre que l'Unité Populaire (travailleurs, chômeurs, ménagères, jeunes...) a permis d'organiser la lutte avec succès, par exemple :

Mais avec le chômage qui va grandissant, contrairement à ce qu'on veut nous faire croire, se gonfle le nombre de familles sous tutelle. Car en effet, comment payer

## TÉLÉVISION

### Programme

JEUDI 19 FÉVRIER

TF 1	
14 h 05	émission sur la BANDE DESSINÉE POUR LES JEUNES
16 h 00	Dessin animé - GEDEON
18 h 45	ACTUALITÉS REGIONALES
19 h 20	UNE MINUTE pour LES FEMMES
19 h 45	HUMOUR
20 h 00	JOURNAL
20 h 30	BARETTA (américain)
21 h 20	L'ÉVÈNEMENT
22 h 20	ALLONS AU CINÉMA
22 h 50	LES poses d'otage JOURNAL
A 2	
14 h 30	LES APRES MIDI D'ANTENNE 2
18 h 30	JOURNAL
18 h 40	LE PALMARES DES ENFANTS DES CHIFFRES ET DES LETTRES
19 h 20	ACTUALITÉS REGIONALES
19 h 45	Y'A UN TRUC
20 h 00	JOURNAL
20 h 30	Pièce de Claudel - Christ COLOMBE
21 h 00	VOUS AVEZ DIT BIZARRE
23 h 15	JOURNAL
FR 3	
19 h 00	POUR LES JEUNES
19 h 20	ACTUALITÉS REGIONALES
19 h 40	TRIBUNE LIBRE
19 h 55	FLASH JOURNAL
20 h 00	ALTITUDE 10 000
20 h 30	CETTE TERRE QUI EST MIENNE (film animé de H. King 59)
22 h 20	JOURNAL

# feuilleton ETOILE ROUGE SUR LA CHINE

AUX ÉDITIONS STOCK

d'Edgar SNOW

**RÉSUMÉ :** Depuis le 16 octobre 1934, la Longue Marche a commencé. Pour passer de la province du Koeitchow au Ssetch'ouan il faut franchir le Yang-tze (fleuve Bleu). Tsiang Kai chek a massé ses troupes pour empêcher l'Armée Rouge de traverser le fleuve.

23<sup>e</sup> épisode

LE PASSAGE DU FLEUVE BLEU

DIVERSION

Subitement, au début de mai 1935, les Rouges tournèrent vers le sud et pénétrèrent au Yunnan, où la frontière de la Chine rencontre celles de la Birmanie et de l'Indochine. Une marche spectaculaire de quatre jours les mena à une dizaine de milles de la capitale, Yunnan-fou (Kun-ming), pour la défense de laquelle le gouverneur chef de guerre Long Yun («Nuage au Dragon») mobilisa frénétiquement toutes les troupes disponibles. Entre-temps, les renforts de Tsiang arrivèrent du Koeitchow, lancés à la poursuite. Tsiang lui-même et Madame, qui séjournaient à Yunnan-fou, empruntèrent la ligne française de chemin de fer pour gagner l'Indochine. Une forte escadrille de bombardiers entretenait un bombardement quotidien sur les Rouges, mais ceux-ci approchaient toujours. Bientôt la panique prit fin. On s'aperçut que la marche sur Yunnan-fou n'avait été qu'une diversion effectuée par de faibles effectifs. Le gros des forces rouges marchait vers l'ouest, dans l'intention manifeste de franchir le fleuve à Leng-kai, un des rares points navigables du Yan-tze supérieur.

A MARCHÉ FORCÉE

A travers les montagnes sauvages du Yunnan, le Fleuve Bleu déroule son cours profond et rapide au fond d'immenses gorges, de grands pics formant

par places des défilés d'un mille ou plus, avec des falaises presque perpendiculaires des deux côtés. Les rares points de passage étaient depuis longtemps occupés par les forces du gouvernement. Tsiang était tranquille. Il donna maintenant l'ordre de brûler toutes les embarcations, déjà ramenées à la rive nord. Alors il lança ses troupes, ainsi que celles de Long Yun, en un mouvement enveloppant, espérant en finir à jamais avec l'Armée rouge sur les rives du cours d'eau perfide.

Apparemment ignorants de leur sort, les Rouges continuaient sur trois colonnes leur marche rapide en direction de l'ouest vers Leng-kai. Les pilotes de Nankin rapportèrent qu'une avant-garde rouge y commençait la construction d'un pont de bambou. La confiance de Tsiang s'accrut : cette construction prendrait des semaines. Mais un soir, très discrètement, un bataillon rouge changea brusquement de direction. En une marche forcée prodigieuse, il couvrit quatre-vingt-cinq milles en une nuit et un jour, et vers le soir descendit sur le seul autre passage possible de la région, au fort de Tchou-p'ing. Habillé d'uniformes de Nankin provenant du butin de guerre, le bataillon occupa la ville au crépuscule sans susciter de commentaires et désarma tranquillement la garnison.

STRATAGÈME

Les embarcations avaient bien été retirées à la rive nord - mais elles n'avaient pas été détruites ! (Pourquoi perdre des bateaux, s'était dit le commandement local, du moment que les Rouges sont encore éloignés de plusieurs centaines de li et, de toute façon ne se dirigent pas dans cette direction ?) Mais comment en faire venir un à la rive sud ? Quand la nuit fut tombée, les Rouges escortèrent le magistrat du village au fleuve et le forcèrent de crier aux gardes de la rive opposée qu'il était arrivé des troupes du gouvernement et qu'elles voulaient un bateau. Sans défiance, on en

fit venir un. Un détachement s'y entassa, qui bientôt débarqua sur la rive nord - sur le sol du Ssetch'ouan. Faisant calmement leur entrée dans le cantonnement de la garnison, les Rouges trouvèrent les soldats jouant paisiblement au mah-jong, leurs fusils reposant au râtelier. Quelle fut leur stupeur lorsque les Rouges lancèrent un ordre de «Haut les mains !» et prirent possession de leurs armes ! Ils furent longs à comprendre qu'ils étaient les prisonniers de ces «bandits» qu'ils avaient cru à au moins trois jours de distance.

OPÉRATION RÉUSSIE

Pendant ce temps, le gros de l'Armée rouge exécutait une ample contre-marche, et dès midi le lendemain son avant-garde atteignit le fort. La traversée était maintenant affaire aisée. Six grands bateaux s'y affairèrent continuellement durant neuf jours. L'armée entière fut ainsi transportée au Ssetch'ouan sans perdre une vie humaine. Ayant terminé l'opération, les Rouges détruisirent promptement les vaisseaux et s'abandonnèrent à un sommeil bien gagné. Quand les forces de Tsiang arrivèrent au fleuve, deux jours plus tard, l'arrière-garde de leur ennemi les appela joyeusement à partir de la rive nord, les invitant à venir la rejoindre ; il faisait bon traverser à la nage... Les troupes de Nankin avaient un détour de plus de deux cents li à parcourir pour arriver au point de passage le plus proche et les Rouges se dégagèrent ainsi de leur poursuite. Furieux, le généralissime s'envola pour le Ssetch'ouan pour y mobiliser de nouveaux effectifs sur le chemin de l'envahisseur, espérant lui couper la route à une autre barrière stratégique, le grand fleuve Ta-tou.

(à suivre)

# INTERNATIONAL

**le quotidien  
du peuple**

La réunion de Bruxelles sur les juifs soviétiques

## L'ANTISEMITISME ALIMENTE LE SIONISME

Madame Golda Meir y est présente ; le chef de l'opposition israélienne, Menahem Begin, a fait le voyage, salué à son départ par le premier ministre lui-même. Le sénateur américain Frank Church, candidat à la présidence de la république, y a pris la parole. Le président en exercice des Etats-Unis a envoyé un message, ainsi que le premier ministre canadien. On le voit, il s'agit d'une réunion importante. C'est celle qui rassemble actuellement à Bruxelles ceux qui affirment défendre les droits de communautés juives d'URSS.

Gens qui, à leur dossier, pourraient verser de très solides pièces : les juifs vivant en Union Soviétique ne se voient-ils pas refuser l'usage de leur langue et son apprentissage à l'école. Le droit d'exercer leur religion ne leur est-il pas gravement contes-

té ? On a même vu, ces dernières années, paraître à Moscou de ces méchantes brochures anti-sémites, semblables à celles que voici quelques décades, les nazis éditaient en Allemagne.

Soutenir les droits fermement contre la discrimination dont ils font l'objet, voilà des objectifs pleinement justifiés, et que beaucoup seraient prêts à partager. Le docteur Nabil Shaath, au mois de juin dernier, indiquait à ce sujet que l'Organisation de Libération de la Palestine avait elle-même effectué des démarches dans ce sens auprès du gouvernement de l'Union Soviétique.

Force est bien de constater cependant, que telle n'est pas vraiment la préoccupation des participants à la conférence de Bruxelles : le

droit qui les intéresse, le principal, sinon le seul, c'est le droit à l'émigration, et pas n'importe laquelle : celle en direction d'Israël. Les chiffres fournis à cette occasion sont assez importants : en 5 ans, le nombre total de ce courant migratoire s'élève à 115.000. Israël, de son côté, s'est préparé activement à recevoir les immigrants : on n'a pas manqué d'expulser suffisamment de Palestiniens, de construire suffisamment d'immeubles neufs là où s'élevaient leurs maisons, là où s'étendaient leurs vergers et leurs champs pour loger les nouveaux arrivants.

Population doublement importante pour l'Etat sioniste : non seulement elle contribue à renforcer la « judaïsation » en cours de la Palestine, mais encore, ce sont pour une bonne part, des techniciens et autres spécialistes pré-

cieux à l'effort de guerre de Tel Aviv qui viennent ainsi nombreux renforcer un potentiel militaire déjà puissant. L'Union Soviétique a touché de « l'agence juive » des sommes considérables à titre de « compensation pour leurs frais de formation ».

La réunion de Bruxelles voit ainsi se déchaîner deux campagnes : celle des sionistes, visant à donner un nouveau coup de fouet à l'immigration ; celle de Moscou, qui tente de nier l'anti-sémitisme régnant en URSS. Leur contradiction apparente ne doit pas nous leurrer. Dans le fond, comme au temps d'Hitler, les persécutions contre les juifs, en favorisant l'émigration, viennent au bout du compte favoriser à leur tour celle d'Israël contre les Arabes Palestiniens.

Jeân LERMET

## Sahara Occidental : les faux rapports de l'armée marocaine

« Les affirmations du roi du Maroc selon lesquelles l'armée algérienne serait intervenue à Amqalla reposent sur les faux rapports de l'état-major marocain mentionnant la présence de blindés et d'avions dans cette région pour justifier la défaite de ses troupes devant l'armée nationale sahraouie », a déclaré Habib Allah, responsable aux affaires extérieures du F. Polisario.

Cette victoire, devait-il souligner, fait partie de l'offensive généralisée menée par le peuple sahraoui, c'est une preuve de plus de la détermination du peuple sahraoui.

Les colonialistes espagnols viennent de publier, une semaine avant leur retrait définitif, un recensement selon lequel, il y aurait environ 100 000 Sahraouis : 75 000 au Sahara et 25 000 au Maroc. Déjà, sont exclus tous les Sahraouis expulsés en Mauritanie. De nombreuses anomalies se trouvent dans ce recensement, dont la plus éclatante est que le rapport de ce recensement de 1974 est rendu public seulement aujourd'hui, malgré les multiples discussions de l'ONU. Mais il est si utile au roi du Maroc...

Concernant les six jeunes gens, dont cinq Français et un Marocain, disparus au sud du Maroc, Giscard s'est résolu à demander à la Croix Rouge de rencontrer le F. Polisario au sujet de Seguro et Dief, prisonniers du Front. Pourquoi la Croix Rouge française ne s'inquiète-t-elle pas du sort des familles sahraouies qui ont fui les bombes marocaines ? Sans doute parce que Giscard refuse de reconnaître le droit à l'autodétermination de ces populations.

## Contre les atteintes au droit des peuples d'être les maîtres

L'organe central du Parti des Travailleurs du Viet-Nam, le Nhan Dan, annonçait avant-hier la création de comités d'inspection populaire dans la République Démocratique du Viet Nam. Ces comités seront élus au niveau de chaque unité de production. Ils doivent exercer un contrôle et une surveillance stricts de la gestion économique, sociale, culturelles des administrations et des entreprises... Les administrations des unités économiques doivent faciliter le travail des comités ; elles n'ont pas le droit d'empêcher la mission des inspecteurs.

En décembre dernier, le ministre du plan Le Thanh Nghi, avait présenté à l'assemblée nationale un rapport stigmatisant les carences de l'organisation de l'économie. Il indiquait que la première tâche est : « La lutte contre le manque de responsabilité, le bureaucratisme, la morgue, les abus de pouvoir, la prévarication, les atteintes au droit du peuple d'être les maîtres ».

## Kissinger à Caracas : les chefs d'Etat refusent de le rencontrer

Les chefs d'Etat du Guatemala, du Salvador et du Costa Rica, ont refusé de se rendre à la rencontre prévue entre six chefs d'Etat d'Amérique Centrale et Kissinger dans le cadre de sa visite en Amérique Latine. La réunion a dû être annulée.

Après avoir essuyé les manifestations de Caracas, il subit les rebuffades des chefs d'Etat des pays parmi les plus soumis traditionnellement à la politique américaine.

## IRAN difficultés économiques pour le chah

L'Iran, qui avait déjà annoncé voici quelques jours une baisse de 9,5 cents sur le baril de pétrole qu'il met en vente, vient à nouveau de proposer aux compagnies pétrolières une ristourne supplémentaire de 22 cents par baril. La condition fixée aux trusts du cartel qui commercialise le pétrole iranien comporte une clause d'investissement dans la prospection et l'exportation du pétrole iranien.

Cela fait quelque temps que les difficultés de l'économie iranienne font l'objet de multiples informations. On avait entre autres appris que les compagnies du consortium avaient causé au pays un déficit de 2,4 milliards de dollars en ne tenant pas leurs engagements d'achat, à raison d'un manque à gagner de 750 000 barils par jour.

Ainsi apparaît une des raisons des difficultés actuelles : la pression des grandes sociétés capitalistes en vue de réimposer leur loi sur un marché où les pays producteurs s'imposaient depuis 1973 comme interlocuteurs à part entière. Les baisses de la demande, consécutives aux mesures prises par « l'agence de l'énergie » de Kissinger, visent à susciter la concurrence entre producteurs, afin de les diviser. Ces derniers jours, des allusions invérifiables ont, de la sorte, pu être faites à une initiative irakienne de baisse sur les prix, préalable aux dernières mesures de l'Iran : sachant que le type de pétrole produit dans les deux pays est le même (chargé en soufre), on pourrait y voir les effets négatifs de cette politique occidentale :

L'armée iranienne : bâton de gendarme et gouffre financier



la façon dont l'ensemble des pays producteurs vont réagir est un test pour la capacité du Tiers-Monde à maintenir son unité.

S'agissant de l'Iran, d'autres facteurs viennent cependant jouer. En particulier, 27,2% du budget s'y trouve consacré à des dépenses militaires, qui en font un gendarme dans sa région : comme le montre son intervention à Oman ; le Shah n'avait-il pas passé commande de 80 avions de combat « Grumman Tomcat », le plus sophistiqué du monde ? Ces derniers temps, plusieurs projets industriels ont dû être abandonnés (notamment la construction de certains complexes pétro-chimiques). Les commandes d'armement passées auprès des Etats-Unis sont elles-mêmes remises en cause, étant donné leur extrême renchérissement.

Les facteurs d'une crise s'accumulent dans le régime du Shah. La politique occidentale, qui s'appuie sur le Shah, tout en lui faisant par ailleurs subir les pressions économiques générales con-

tre le Tiers-Monde, vient - ironiquement - contribuer à

saper les bases de ce défenseur de l'impérialisme.

## ANGOLA les petits calculs de Giscard

« Nous ne voulons pas encourager M. Neto à conserver une position extrême », affirmait-on dans les milieux officiels français, hier, pour justifier la reconnaissance de la République Populaire d'Angola par le gouvernement français annoncée avant-hier. Il a été suivi dans cette voie par l'Angleterre, les Pays Bas, l'Italie.

« Cette position extrême » est l'emprise croissante que l'Union Soviétique exerce sur le MPLA notamment par les livraisons massives d'armes et l'envoi de conseillers de toutes sortes.

Il y a encore peu de temps le gouvernement français cherchait à décourager le

MPLA de « prendre des positions extrêmes » en livrant des armes au FNLA et à l'UNITA. A la suite du voyage de Giscard au Zaïre au mois d'août dernier, le soutien du gouvernement français à ces mouvements était entièrement acquis. Au mois de janvier, quand la débâche s'annonçait pour leurs troupes sur tous les fronts Robertho Holden et Savimbi, les deux responsables du FNLA et de l'UNITA étaient passés à tour de rôle à Paris avant de se rendre dans d'autres pays d'Europe Occidentale. Ils recherchaient un soutien quand les Etats-Unis avaient officiellement cessé toute aide.

En cette affaire, la politique du gouvernement français était apparue comme le com-

plément de la politique américaine, attisant la guerre à l'intérieur de l'Angola. Cette politique, jusqu'à présent, était décidée en commun par les pays de la CEE. La décision française est venue remettre partiellement cette unanimité.

Maintenant que la débâche est avancée, le gouvernement français cherche à se maintenir en Angola par d'autres moyens.

La reconnaissance de la République Populaire d'Angola est un succès pour le MPLA. Toute la finesse politique du gouvernement français est de s'être précipité pour essayer de sauver les intérêts de la Compagnie Française des Pétrole en Angola, qui auparavant finan-

çait le Front de Libération de Cabinda, contre le MPLA. Tous les calculs de Giscard se sont réduits à chasser les botte de la Compagnie US Gulf Oil qui, il y a quelques semaines, déjà, engageait des discussions avec le MPLA.

La reconnaissance du MPLA par Giscard indique seulement qu'après l'échec dans la confrontation armée avec l'URSS, la concurrence en Angola se poursuivra sous d'autres formes.

C'est pourquoi les reconnaissances se multiplient parmi les pays hostiles au MPLA. Hier on apprenait que même l'Afrique du Sud s'appuierait à suivre le mouvement.

G. CARRAT